

QUE PENSE-T-ON DE LA LUTTE CONTRE LE GCO ? 3/4

« COMMUNICATIONS, RENSEIGNEMENTS,
CONTRE-ESPIONNAGE, RÉPRESSION »
(DÉCEMBRE 2019)



*Analyse d'une lutte passée, perspectives
pour les luttes à venir.*

Voici la 3ème partie de notre analyse de la lutte contre le GCO au regard du podcast de floraisons.blog, lui-même inspiré de l'ouvrage [Full Spectrum Resistance](#).

Dans les deux premières parties, nous avons vu pourquoi se battre, la nécessité d'une diversité des tactiques, d'être solidaires dans notre lutte, comment recruter, comment nous aurions pu mieux nous organiser et nous protéger.

Dans cette troisième partie, nous allons voir comment communiquer dans nos luttes, comment obtenir des informations sur nos ennemis, déjouer la surveillance et éviter la répression. Nous traitons toujours ce sujet au regard de ce que nous avons vécu à la ZAD du Moulin.

Communication

« Sans communication, pas de résistance possible. Dans le camp de la résistance, la communication permet aux personnes dissidentes isolées de se réunir, de réfléchir aux stratégies et planifier des actions. Elle permet à un groupe résistant de sortir de son isolement, de recruter, de collecter des fonds et de faire partie d'un plus large mouvement qui prend ses racines dans la société. Dans le camp d'en face, les gouvernements contrôlent le récit du réel et de l'imaginaire collectif grâce aux grands médias marchands et aux chaînes officielles. Ils peuvent diffamer et décourager les personnes qui résistent, les opposer entre elles, ou simplement effacer la mémoire des luttes. Ce n'est pas surprenant si la communication est un enjeu crucial pour la résistance. »

Dans la lutte contre le GCO, nous ne manquons pas d'exemples à ce sujet. Les DNA (presse locale) ont publié une pleine page de pub pour le GCO après l'évacuation de la ZAD de la forêt, ont relayé la campagne de pub récente de Vinci et on ne compte plus les articles décourageant la lutte (« Les travaux du GCO battent leur plein », « Pour les anti-GCO, la lutte est terminée »). Nos actions de blocage ainsi que les procès concernant des militant.e.s étaient aussi relayés mais d'une manière très différente nous décrédibilisant souvent, restant très en surface voire en propageant de fausses informations (lors de l'opération Phoenix, personne n'a jeté de clous aux gendarmes!!). Une camarade qui avait montré ses fesses aux gendarmes à l'évacuation de la ZAD l'a fait pour des raisons précises, des raisons politiques mais un article des DNA relate son procès de manière condescendante, dépolitisant bien son action, ne parlant surtout pas de l'illégalité du chantier. C'est pareil pour un autre camarade dont l'article titrait « De la quiétude du potager aux violences



« Un rituel métallique »

Une jeune femme convoquée devant le tribunal correctionnel de Strasbourg et l'année dernière, elle avait montré ses fesses aux gendarmes lors de l'évacuation de la ZAD de la forêt. Ce jour-là vers 14h, alors que les opposants...

Quelques zadistes se sont rassemblés devant le TGI pour soutenir la...
positaire de l'autorité publique », relève la présidente du tribunal Isabelle Ribm. Après...
venaient défendre un bout de forêt se sont fait gazer. Forcément, j'étais en colère ».

du chantier du GCO » avec des phrases telles que « il lit alors le petit bout de papier qu'il tient depuis son arrivée entre les mains. Il y a écrit des phrases étonnantes comme... » ou encore « Quant à l'usage qu'il comptait faire des clous et des vis dans ses poches, le prévenu, qui se rêve maraîcher, jure qu'il ne comptait s'en servir que pour « construire des choses » ». Encore une fois, beaucoup de condescendance et de mépris de classe et de la ruralité. Aimer mettre les mains dans la terre pour un journaliste des DNA, ce doit être incompréhensible ! Rien d'étonnant au contenu de ces articles puisque ce journal est détenu par le Crédit Mutuel, une banque dont on peut imaginer les intérêts qu'elle a à casser l'image de militant.e.s contre le capitalisme.

Résistance et médias de masse



« Les médias de masse sont détenus par des grands groupes industriels qui ne cherchent pas à diffuser la vérité, mais à attirer l'attention, vendre de la publicité et diffuser les idées capitalistes, le mythe de la croissance, du progrès (voir le docu « les nouveaux chiens de garde »). Bien sûr, l'ensemble des médias marchands n'est pas monolithique, ils n'ont pas forcément les mêmes intérêts et certain-es journalistes sont intéressé-es par la contestation. Mais en tant que système, les médias de masse sont contre les radicaux et révolutionnaires. »

À la ZAD, nous avons eu des journalistes et photographes intrusifs qui venaient pour avoir des images croustillantes. Toute la difficulté était de faire parler de nous, de cette lutte que l'on menait sur le terrain sans tomber dans le piège d'être utilisé.e.s pour faire le buzz médiatique... Beaucoup d'entre nous refusaient de parler ou d'être photographié.e.s ou filmé.e.s. On sait aussi que cela facilite le travail de fichage... Dans l'idéal, peut-être faudrait-il des personnes « responsables médias » qui soient différentes de celles qui agissent sur la lutte.

« Aucun individu ou groupe ne devrait être forcé de parler avec les grands journaux s'il n'a pas envie, mais pour les mouvements à visage découvert, rester dans l'ombre est fatal. Nous n'avons pas besoin de nous faire aimer par le gouvernement, ni par la majorité de la population. Mais pas de victoire possible s'ils n'entendent jamais parler de nous. Nous devons comprendre comment ces grands médias fonctionnent, leurs pièges, leur capacité à nuire au mouvement, et à quel moment il est plus opportun de les utiliser à notre avantage ou bien d'utiliser nos propres réseaux de communication. »

Communication pour personnes radicales

« Nous devons établir nos propres stratégies de communications pour nos groupes et nos campagnes, en utilisant des outils efficaces, que ce soit pour nos blogs ou pour une interview dans Le Monde. Même si la communication professionnelle peut être critiquable sous bien des aspects, les radicaux peuvent apprendre des techniques de communication sans compromettre leur principes politiques. Trop souvent les documents de communication des radicaux sont vagues, trop abstraits, trop longs. L'objectif doit être clair : quel message on veut faire passer, à qui et pourquoi. Il faut comprendre le public. Les gouvernements et les entreprises ont conditionné les gens à recevoir un certain type de message. Si nous ne nous adressons pas à eux d'une façon qui résonne avec eux, ils n'entendront pas. La communication est bi-latérale : vous et l'auditoire. Si vous vous concentrez seulement sur l'envoi d'un message, vous allez rater l'auditoire, et ne persuader que vous-mêmes. Partez de ce qu'ils et elles sont, vivent, savent, et emmenez-les vers votre conclusion. Les personnes sont moins concernées par les arguments que par ce qui les touche, et cela dépend de l'auditoire. Oubliez le jargon, parlez leur langage. »

Là, on a peut-être loupé quelque chose. La comm' contre le GCO a été surtout faite sur des arguments écologistes et d'efficacité (le GCO ne réduira pas les bouchons). Sauf que les grands médias ont martelé aux gens que le GCO réduirait les bouchons et la plupart des

gens s'en foutent de l'écologie (zone humide et grand hamster, ça leur parle pas, c'est une réalité). Un argument de poids semble être le fait que si l'autoroute n'est pas rentable pour Vinci, c'est le contribuable qui va compenser la perte en payant de sa poche. Le mouvement des gilets jaunes est parti de l'augmentation du prix du diesel. Toucher au porte-monnaie est la meilleure manière de faire réagir. Il faut vraiment partir d'où en sont les gens et les histoires de contribuable qui paye pour des entreprises privées, ça énerve plus la majorité de la population que la destruction de l'habitat d'espèces protégées. Aussi, on aurait dû plus communiquer sur les 7 enquêtes avec avis défavorable voire accablant. Notre ligne de comm' principale auraient dues être ça : « ça va coûter cher au contribuable », « ça va pas réduire les bouchons » et « projet illégal : 7 enquêtes avec avis défavorables » (ce qui regroupe les arguments écologistes et sur l'utilité).

« Il faut être spécifique, concis, direct, puis répéter, les points-clés doivent être extrêmement clairs. Plus l'audience est grande, plus le message doit être simple. Cela évite aussi qu'il soit déformé par les médias. Plutôt que de parler en terme de degrés, de nuances, polarisez grâce à des phrases binaires, oui/non, présence/absence, soit ceci/soit cela. Simplifiez, puis exagérez. Concentrez-vous sur ce qui est inacceptable pour la majorité. C'est difficilement déformable ou diluable par les médias, ou cooptable par les puissants. Présentez un seul problème à la fois, avec un adversaire clair, un groupe de personnes plutôt qu'un vague système. Les personnes ciblées auront du mal à esquiver leur responsabilité et la pression. Plutôt que de discuter, dans une interview, répétez ces quelques points clairs encore et encore de plusieurs façons différentes. »

Renseignement & reconnaissance

« Par définition un mouvement de résistance est inférieure, ses ressources sont limitées. Il doit donc savoir exactement où et comment frapper pour utiliser sa force limitée de façon stratégique. Le travail de renseignement consiste surtout à rassembler des informations dispo-

nibles. C'est un travail fastidieux qui requiert efforts et organisation, mais qui est indispensable, que ce soit pour un mouvement à visage découvert ou clandestin, armé ou non-violent. L'exemple de la lutte irlandaise dans les années 1920 montre que de bons renseignements permettent d'être plus efficace qu'une armée régulière avec pourtant moins de ressources.

Qu'est-ce que le renseignement ? C'est obtenir des informations sur l'ennemi, sur le terrain, sur les autres factions. Pas juste des rumeurs, mais des détails aussi précis que possible. C'est pouvoir créer la surprise lors d'une attaque, et pouvoir l'éviter pour la défense. Le renseignement pour la résistance est une part de recherche, une part de journalisme d'investigation et une part d'espionnage. C'est une tâche à laquelle tout le monde peut participer sans être clandestin.»

Du renseignement, c'est clair on en a manqué... Dans Full spectrum resistance, l'auteur identifie 3 niveaux de renseignement : «le renseignement stratégique (c'est la vision d'ensemble, des informations sur la situation politique, économique, l'infrastructure industrielle, les réseaux de communications et d'énergie, les personnes et organisations importantes)» bon on voyait plutôt bien ce qu'ils avaient en tête grosso modo chez Arcos pour la construction de l'autoroute. À noter que le maire de Kolbsheim ne savait pas lui-même ce qui était prévu sur son propre ban communal. On aurait dû savoir précisément pour tous les points de chantier quels types de travaux allaient se faire, à quel moment, combien de personnes allaient travailler dessus, où logent toutes ses personnes et leurs véhicules, quelles machines et combien. Avoir des infos sur les cadres et leurs responsabilités ça n'aurait pas été du luxe (ça doit être sacrément hiérarchisé là-dedans... au passage, nous avons pu observer sans surprise une stratification sociale et raciale dans les métiers des personnes sur le chantier. Bon, bien sûr peu de femmes, le BTP c'est grave sexiste. Les cadres sont généralement des hommes blancs et les ouvriers des hommes racisés). Un autre niveau est «le renseignement opérationnel (il s'agit d'identifier les cibles et actions potentielles, lesquelles ont le plus de valeur d'un point de vue stratégique) et le renseignement tactique (c'est les détails les plus spécifiques sur les unités, cibles et engagements, par exemple par la

reconnaissance directe. C'est compter le nombre de gardiens, les patrouilles, les caméras, les routes de secours, les points faibles etc.).» On a manqué de renseignement tactique, précis et pertinent (qu'est-ce qu'on veut observer et dans quel but). Le renseignement ça prend du temps, c'est chiant et pas très excitant mais... important !

Cartes

«Les cartes routières et photographies aériennes sont incroyablement utiles et publiées. Étudier les cartes avant d'aller faire une expédition de reconnaissance réduit les efforts, aide à trouver des chemins de secours ou des cibles multiples pour des actions impactantes.»

Encore faut-il avoir un endroit au sec où stocker ces cartes... On en a perdu quelques unes! Encore une fois, nos conditions matérielles et notre désorganisation nous ont entravé.e.s.

«Dans ce chapitre, nous avons vu comment obtenir des informations sur l'ennemi. Mais ce n'est pas suffisant, les groupes résistants doivent aussi empêcher les puissants d'obtenir des informations sur eux. C'est ce que nous allons voir maintenant.»



Contre-espionnage & répression

«Ici l'auteur raconte comment une amie à lui a été arrêtée chez elle par des agents armés, au beau milieu de la nuit pour avoir organisé une manifestation contre le G20 à Toronto. Les organisateurs ont été accusé de «complot», une accusation vague contre laquelle il est difficile de se défendre. Les activistes sont resté-es plusieurs semaines ou mois en prison, puis surveillé-es à leur sortie en contraignant aussi leurs familles. Aric McBay ne raconte pas cette histoire parce qu'elle est unique, mais parce qu'elle ne l'est pas.»

L'histoire de la résistance est aussi l'histoire de la répression. Les

dictateurs restent en place moins grâce à l'inertie que grâce à un arsenal répressif, matraque, casiers, caméra, infiltrés, prison. Un système d'inégalités et d'exploitation se maintient grâce à une combinaison de tromperie, de contrainte subtile, et de violence nue. Les puissants font tout leur possible pour prévenir la floraison des révolutions, en attaquant avant que les premiers signes apparaissent.

Nous avons vu dans le chapitre sur la Sécurité des pratiques surtout passives, des choses à ne pas dire ou ne pas faire, ce n'est pas suffisant. Les mouvements qui veulent réussir ne doivent pas seulement être sur la défensive, ils doivent passer à l'offensive. Pour empêcher la division des mouvements de résistance, il faut comprendre comment fonctionnent les tactiques de répression, comment les reconnaître, et comment les contrer. Nous allons voir dans ce chapitre 7 tactiques de répression : La surveillance, la Guerre Psychologique, l'Infiltration, le Système Judiciaire, la Violence Extrajudiciaire, la Loi Martiale, et enfin la Cooptation.

1. Surveillance

Pour pouvoir mettre en œuvre la répression, le pouvoir a besoin de renseignements, donc il surveille. La Surveillance consiste pour les agents à observer les activistes et résistant-es, identifier les dissidents, les leaders, leurs appuis, tactiques et autres caractéristiques du mouvement. La surveillance est utile avant que les mouvements développent une conscience en matière de sécurité. Elle est aussi utile pour intimider et provoquer la paranoïa quand le mouvement est arrivé à maturation. Les premières caméras de surveillance en Angleterre n'ont pas été installées pour surveiller le crime, mais les suffragettes. La majorité de la population sait (dans une certaine mesure) qu'elle est surveillée, notamment sur les réseaux sociaux, par les gouvernements et les entreprises. Cette surveillance sape les bonnes relations entre modéré-es et militant-es, radicaux et libéraux.»

En effet, lors de la marche pour le climat organisée exceptionnellement près du tracé du GCO, des militants du collectif GCO Non Merci ont trouvé qu'il était inapproprié que certain.e.s personnes se cachent le

visage. Ces militants ne se rendent simplement pas compte qu'en tant que personnes communément qualifiées de zadistes, nous sommes bien plus vulnérables qu'eux devant la justice, ayant peu de ce qu'on appelle garanties de représentation (adresse, boulot...).

«Comment se protéger: Pour les groupes clandestins, en essayant d'être invisibles. Pour les groupes à visage découvert, par une culture de sécurité ou en faisant profil bas si c'est approprié. En privilégiant le face-à-face en personne et en utilisant des méthodes de cryptage. Le but de la surveillance est surtout de rendre



les gens craintifs, les groupes devraient donc combattre la paranoïa et l'isolement, et passer à l'action malgré les tentatives d'intimidation.»

C'est clair, avec nous, les agents des renseignements ne se cachent même pas, ils veulent nous décourager pour qu'on agisse pas. À la ZAD, nous avons fait l'expérience de bizarreries téléphoniques! Que de fois où nous entendions de l'écho dans nos conversations, ou bien la conversation était hâchée au point de ne rien comprendre. Un jour un camarade a reçu l'intégralité d'une conversation qu'il avait eue avec une camarade par sms venant du téléphone de la camarade... Une erreur volontaire sans doute...

2. Guerre psychologique & propagande

«Les bureaux de contre-espionnage essaient de saper les mouvements de résistance à l'intérieur, cela s'appelle la Guerre Psychologique. Les agents du gouvernements et les médias serviles essaient aussi de discréditer les mouvements à l'extérieur, cela s'appelle la Propagande. Ils génèrent la confusion, la désinformation et le mensonge en direction du public, et s'en prennent à des cibles spécifiques comme les leaders et porte-paroles. L'auteur prend l'exemple

du FBI et de la police qui ont utilisé une myriade de « sales coups » pour saper les mouvements progressistes. Les agents adorent mettre de l'huile sur le feu entre les différents groupes, susciter les hostilités en prenant avantage des conflits personnels déjà existants. Le FBI aime envoyer aux organisateurs des lettres de la part d'un « ami anonyme » pour avertir qu'un allié est en train de le trahir ou veut le tuer. Le FBI a imprimé un livre de coloriage raciste au nom du Black Panther Party pour enflammer les peurs des personnes blanches. Toutes ces petites astuces permettent à nos gouvernements de mentir, de faire taire l'opposition, de déstabiliser la résistance tout en préservant les apparences de démocratie et de liberté d'expression.

Un moyen de lutter contre cette tactique vicieuse est de stopper les rumeurs superficielles au sein du groupe, et les ragots mesquins. En plus de nous détruire le moral, cela facilite les méthodes du gouvernement. Réglez les problèmes en privé et avec tact, empêchez les rumeurs de se propager tant que la vérité n'est pas faite. Enquêtez sur les messages suspicieux avant de passer à l'action. Si vous suspectez qu'un schéma de contre-espionnage se répète dans votre communauté, parlez-en à des activistes allié-es qui ont peut-être subi les mêmes attaques. Et nous devons désamorcer les conflits entre groupes en s'occupant ouvertement des discriminations autour du genre, race, classe etc. Et encore une fois, militants et modérés ne doivent pas dénigrer les actions des un-es et autres.»

3. Infiltration & informateur.e.s

« C'est peut-être la forme la plus sournoise de contre-espionnage. Les agents du gouvernement tentent d'introduire des infiltrés dans les réunions et groupes, tout en recrutant des informateurs à l'intérieur de la résistance. Les infiltré.e.s collectent des renseignements mais ce n'est pas leur principale activité. Ils et elles cherchent plutôt à saboter les groupes de l'intérieur, de créer des schismes, de l'hostilité horizontale, de provoquer, d'effrayer les potentiel-les sympathisant-es.

La police fait aussi appel à des agents provocateurs qui encourage la division interne et des positions qui ne sont pas dans l'intérêt du

groupe. Les agents provocateurs vont emmener les groupes dans des pièges, dans des actions qui vont attirer plus de répression que ce que le mouvement est capable d'encaisser.

On imagine souvent que les rapports écrits par les agents infiltrés décrivent les actions planifiées, des pièces à conviction ou autres. En réalité ils sont surtout remplis de ragots. Les infiltrés écrivent et documentent sur qui a une dispute, qui couche avec qui, et des détails intimes sur la psychologie des membres du groupe qu'ils espionnent. Les infiltrés de longue durée coûtent cher à l'État mais les informations récoltées sont précieuses pour la répression.»

L'ambiance qu'il y a sur la ZAD conditionne beaucoup l'efficacité de la lutte. On s'est posé plusieurs fois la question de savoir si l'État et/ou les multinationales sont en mesure d'envoyer des personnes foutre la merde, c'est tellement facile. A nous d'être ultra vigilant.e.s (sans tomber dans la paranoïa), notamment sur les questions d'oppression, c'est tellement simple de se comporter en mec oppressif et de déstabiliser tout un groupe. Nous avons constaté d'un jour à l'autre, selon certaines personnes présentes sur les lieux, que l'ambiance était radicalement différente et donc différemment propice à la lutte. Nous n'avons pas de preuves de personnes infiltrées mais l'hypothèse est à conserver et à creuser. À la fois, une ZAD est aussi un lieu qui attire des personnes marginalisées pour diverses raisons. Cette société hiérarchique, oppressive, compétitive produit son lot d'individus paumés et parfois il faut bien le reconnaître, néfastes... En revanche, bien sûr que la police a recruté au moins un informateur parmi nous. Dans ces cas-là où nous en avons la preuve, cette personne ne peut plus revenir dans la lutte. Tout le monde ne l'a pas compris !

Signes d'alerte d'infiltration

«Il existe plusieurs types d'infiltrés et d'informateurs. Il y a l'activiste débauché-e, une personne qui a réellement commencé en tant qu'activiste mais qui s'est mise à collaborer sous la menace ou les pots-de-vin. Il y a aussi le professionnel-le sous couverture, c'est un détective ou une personne entraînée par la police ou les renseignements pour

se faire une place dans un groupe. Il y a aussi des personnes qui ont eu des problèmes judiciaires et qui essaient d'alléger leur peine, et encore d'autres profils différents.

Les infiltré-es se créent des couvertures qui attirent la sympathie des activistes, qui désamorcent les suspicions. Ils reçoivent des listes d'organisations cibles et de personnes cibles. Ils et elles peuvent parfois développer des relations étroites avec les membres du groupe. La suite du podcast détaille quelques schémas récurrents pour les identifier que nous n'incluons pas ici pour ne pas alourdir la lecture !»

Comment recruter en se méfiant des infiltré-es ?

Prenez la menace au sérieux

«Si l'État vous prend au sérieux, vous devez vous prendre vous-mêmes plus au sérieux. Si les gens se parlent plus les uns les autres, ils remarqueront les incohérences. Discutez, enquêtez sur les couvertures. Les communautés résistantes seront protégées quand des petits groupes de personnes qui se connaissent et se font complètement confiance s'associent pour former un contre-espionnage actif. Étudiez le sujet et créez une procédure d'alerte dans la communauté.»

Sur cette lutte, les gens se connaissaient depuis peu. Cela prend du temps de nouer des liens de confiance. L'évacuation de la ZAD dans la forêt s'est faite un an à peine après le début de l'occupation et c'est sans compter sur la bougeotte qui nous caractérise si bien ! C'est tout un réseau militant déjà existant et qui ne demande qu'à être développé dont nous avons besoin pour ne pas redémarrer de zéro à chaque nouvelle ZAD.

Immunisez votre groupe

«Tout le monde doit connaître la culture de sécurité et savoir qu'il ne faut pas parler à la police et que faire si la police vient frapper à la porte.»

On ne le répétera jamais assez, les flics même quand ils et elles ont l'air sympas, sont là pour faire du renseignement ! Nous compter, savoir qui on est, comment on vit, comment on s'organise... bref mieux

nous connaître c'est mieux nous combattre ! Donc, ne leur donnons pas d'info. Et puis de toute façon, ACAB !

« Sans être désagréable, trouvez un bon compromis en accueil des nouveaux membres et relative paranoïa, posez-leur des questions pour faire connaissance. »

Des personnes qui débarquent sur zone pour la première fois parfois posent beaucoup de questions, ce qui peut éveiller notre suspicion. N'oublions pas que notre manière de vivre et de lutter est particulière pour la majorité des gens. Le mieux est de prévoir (si possible) un espace d'accueil avec de la documentation et une/des personnes qui se chargent d'accueillir les nouvelles personnes.

Ne forcez personne

« Nous avons urgemment besoin d'action radicale, mais créez une communauté basée sur l'entraide, pas sur l'intransigeance et le harcèlement. Construisez un mouvement fort, communiquez avec vos alliés et traitez ouvertement les problèmes d'oppression. »

Sur la ZAD du Moulin, nous n'avons pas vraiment connu de harcèlement ou d'intransigeance et du coup n'avons pas été d'une efficacité redoutable, il faut sûrement trouver un juste milieu entre trop d'attente envers un groupe/des personnes (ce qui peut clairement mener à des situations harcelantes) et peu d'attente donc peu d'efficacité...

4. Le système judiciaire

« Les personnes au pouvoir essayent d'arrêter et de poursuivre les membres de la résistance pour des motifs banals ou sans lien. Ils utilisent la police et le système légal pour harceler et entraver et criminaliser les activistes. Ils font passer des lois sévères et des coûts très élevés pour appauvrir les opposant-es, ce qui peut aussi servir à recruter des informateurs. »

Actuellement, 30 militant.e.s ont été en procès pour avoir lutter contre le GCO. Les motifs d'accusation sont généralement outrage à agent et violence envers personnes dépositaires des forces de l'ordre alors



que la plupart du temps c'est nous qui subissons des violences! Sinon on a eu 3 personnes accusées de rassemblement interdit (après avoir affiché des banderoles à un pont) et aussi 13 personnes accusées de vol en réunion avec dégradations, ce qui était totalement infondé car aucun matériel n'a été ni volé ni dégradé!

Sur ce coup, ils auraient pu nous coller un truc style «rassemblement d'insurgés avec barricades» et ça, ça peut faire très mal niveau peine mais ça peut aussi médiatiser à un point phénoménal la lutte et faire rappliquer du monde. Ça, le procureur le sait très bien, c'est la raison pour laquelle ils nous collent toujours des accusations dépolitisées...

«Les arrestations arbitraires peuvent dévaster les mouvements en envoyant les activistes dans un labyrinthe judiciaire chronophage. Ce système sape le moral et détourne des objectifs de changement social. Certaines notes du FBI préconisent d'arrêter les dissident-es sur absolument tous les motifs possibles jusqu'à ce qu'ils ne puissent plus payer les cautions et passent l'été en prison. L'usage de drogues et les délits non-politiques peuvent donc rendre les activistes plus vulnérables au harcèlement judiciaire.

Les activistes qui font face au système judiciaire ont besoin d'aide légale grâce à de bons avocats et de solidarité de la communauté.»

Quand on voit ce que l'avocat de l'entreprise Vinci est capable de dire devant le juge, clairement on est pas à égalité face à la justice...

«La première des solidarités est de ne rien dire à la police ou au tribunal, de garder le silence et refuser de donner des informations, même si la police a plus d'un tour dans son sac pour faire parler.»

Lors de l'arrestation des 13 zadistes/butopistes, tou.te.s ont parlé. Cela montre bien notre manque d'organisation face à la répression...

«Un mouvement efficace va attirer la répression, et donc la prison, surtout pour les organisateurs et les activistes sur le front. La solidarité avec les prisonniers doit être sans faille. Un mouvement qui ne soutient pas ses prisonniers est une comédie. Écrivez et soutenez les

prisonniers, démystifier votre vision de la prison pour décider quels risques vous êtes prêt-e à prendre.»

5. Violence extrajudiciaire

«Parfois les agents du contre-espionnage vont commettre des assassinats et accuser les groupes résistants. Parfois le gouvernement ne fait pas tout le boulot lui-même et encourage la violence d'autres partis, comme des groupes paramilitaires et des milices fascistes.»

Nous ne l'avions pas divulgué mais au printemps, un 4*4 a foncé juste à côté de la tente d'un camarade en pleine nuit. Nous ignorons qui c'était.

«Judi Bari, une écologiste, féministe et syndicaliste de Caroline du Nord était engagée dans une campagne contre la déforestation. En 1970, le FBI a piégé sa voiture avec une bombe à clous, qui tua presque Bari en explosant. Immédiatement après la détonation, le FBI l'arrêta, la qualifia de terroriste pendant des mois en faisant semblant d'enquêter. Au même moment l'industrie du bois fit circuler de faux tracts au nom d'Earth First! qui appelaient à attaquer les ouvriers et les médias. Tous les médias ne furent cependant pas dupes et reconnurent la supercherie du tract. Du fait de trop

d'incohérences dans le dossier, les charges criminelles ne furent pas retenues. L'État peut déployer une force écrasante à n'importe quel endroit. Les groupes à visage découvert et clandestins ne peuvent donc pas défendre de position fixe. Comment se protéger? Ces groupes utilisent donc des stratégies différentes pour faire face à la violence extrajudiciaire.

Les groupes, qu'ils soient clandestins ou non, construisent leur force



organisationnelle, la solidarité, l'entraide pour augmenter leur résilience. Des communautés doivent être formées pour apporter soutien aux personnes ciblées par la police et leurs familles. Les organisations ne doivent pas être structurées autour de deux ou trois personnes clés. Si vous avez des compétences ou connaissances uniques, partagez-les au maximum. Ainsi si le groupe perd quelqu'un, il peut continuer de fonctionner.»

De manière générale, la lutte contre le GCO a été structurée autour d'un petit nombre de personnes, du coup très surveillées. À la ZAD du Moulin, nous essayions d'éviter cela, d'éviter une centralisation de l'organisation autour de quelques personnes. Encore une fois et on ne le dira jamais assez, sans organisation collective, c'est un petit nombre de personnes qui risque de gérer beaucoup voire même de prendre le pouvoir. D'où l'importance de s'organiser, d'identifier différents pôles à assurer (communication en interne et externe, gestion de l'argent, événements à organiser, legal team, accueil des nouvelles et nouveaux...) pour pouvoir répartir les tâches sur le plus de monde possible.

«Les groupes à visage découvert peuvent bien sûr utiliser la violence de l'État à leur avantage, utiliser les médias pour exposer la violence étatique et maximiser le soutien du public.»

Nous avons opté pour cette stratégie lors des nombreux blocages de chantier et lors de l'opération Phoenix (reconstruction d'une cabane sur le tracé du GCO).

«C'est plus compliqué pour les groupes clandestins qui se protègent en se cachant, en restant mobiles, et grâce à un sérieux contre-espionnage.»

6. Loi martiale & contrôle de la population

«Quand un mouvement de résistance est grand et a suffisamment de succès, les puissants peuvent mettre en place la loi martiale, des mesures contre-insurrectionnelles de sécurité trop importantes et envahissantes, des points de contrôle, comme c'est le cas en Palestine, ou dans tout pays totalitaire qui met en place des camps de concentration, c'est arrivé de nombreuses fois dans l'histoire. Le but de ces

contrôles étendus est d'intimider la population et de briser leur soutien à la résistance. Les lois martiales augmentent le pouvoir d'arrêter et d'emprisonner de la police et diminuent les droits civils pour pouvoir réprimer toute forme de résistance. Ce genre de chose peut paraître hors sujet pour des organisateurs dans des pays privilégiés. Mais nous assistons récemment à une augmentation de l'autoritarisme et de la xénophobie dans le monde, accentuée par les déplacements de réfugié-es, les crises et le changement climatique.

Et ne mettons pas de côté le privilège blanc. Par exemple aux États-Unis d'Amérique, 1 adulte sur 31 est sous une forme de contrôle correctionnel, mais ce ratio s'élève à 1 adulte sur 11 pour les personnes noires, parfois 1 jeune homme sur 3 dans certaines villes. C'est une forme de loi martiale invisible pour les personnes privilégiées.

Face à ces mesures, les mouvements de résistance ont plusieurs options. Les organisations à visage découvert et leurs allié-es peuvent utiliser cette répression pour augmenter leur soutien dans la population, faire appel à des problèmes partagés avec le public comme la vie privée, la liberté de circulation, la réelle sécurité etc. Des campagnes de désobéissance civiles peuvent être organisées contre ces mesures de contrôle, et les outils de contrôles peuvent être détruits. Certains groupes à visage découvert choisissent de passer dans la clandestinité.

Les groupes clandestins organisent leurs propres contre-mesures, comme la fabrication de faux papiers, des efforts pour contourner les points de contrôle et faire circuler clandestinement des activistes ou des personnes persécutées par le gouvernement.»

Après l'évacuation de la ZAD, les gendarmes rôdaient beaucoup à Kolbsheim et aux alentours (en voiture, Duster... et en hélico pépouze ya du flouze!!), histoire de bien intimider la population et la décourager. Lors d'un blocage de chantier, une équipe de personnes de la ZAD en voiture s'est fait contrôler 4 fois sur le trajet par la gendarmerie!! Une fois même à l'arrêt en repartant du lieu de blocage, un gendarme a relevé que le nom sur la carte grise du véhicule n'était pas le même que sur la carte verte. C'est parfaitement légal donc bien connaître ses droits et les affirmer!!

7. Concessions partielles & cooptation

«Quand toutes les autres méthodes pour réprimer la résistance ont échoué, il reste le fameux diviser pour mieux régner grâce à des concessions partielles et la cooptation. Les puissants peuvent offrir certaines concessions ou des «cadeaux» à certains segments de la population. Néanmoins cela ne doit pas être confondu avec une victoire en soi.

Pour toutes les personnes qui pensent encore qu'il faut utiliser la persuasion morale envers les gouvernements et les entreprises, que le pouvoir est un malentendu, l'analyse des stratégies de Stratfor est très enrichissante. Qu'est-ce que Stratfor ? Une société privée américaine spécialisée dans les renseignements. C'est une agence de renseignements qui aide les entreprises privées capitalistes à lutter contre les mouvements de résistance. Stratfor a eu notamment pour clients Nestlé, et des entreprises pétrolières faisant du profit dans l'apartheid d'Afrique du Sud.

La formule utilisée par Stratfor et d'autres compagnies de relations publiques pour détruire les mouvements sociaux est la suivante : Diviser les mouvements en 4 parties : les radicaux, les idéalistes, les réalistes et les opportunistes.

- **Les radicaux.** Les personnes radicales veulent un changement profond, elles sont les « activistes leaders fanatiques ». Elles veulent « la justice sociale et l'émancipation politique » et « voient les entreprises multinationales comme intrinsèquement mauvaises ». Les personnes radicales sont vues comme les plus dangereuses pour les personnes au pouvoir, parce qu'elles ne peuvent pas être achetées ou embrouillées, et parce qu'elles recherchent un changement à long-terme, elles n'abandonnent pas facilement après une défaite. Les personnes radicales ne peuvent être neutralisées qu'en les isolant de leurs sympathisant-es et du reste du mouvement.

- **Les idéalistes.** Des personnes qui croient en une position morale pour elle-même, elles veulent voir « un monde parfait ». Stratfor les considère altruistes mais « naïves ». Les idéalistes sont crédibles auprès du public car ils et elles ont un pur altruisme, et c'est très puissant qu'ils et elles s'allient avec les radicaux. Mais la croyance idéaliste dans la perfection est aussi leur vulnérabilité. Stratfor et compagnie s'en occupent en brouillant les

cartes (par exemple « C'est mieux de faire venir le pétrole du Canada plutôt que du Moyen-Orient. Si vous êtes contre les sables bitumineux, vous soutenez la violation des droits humains en Arabie Saoudite ! »). L'objectif est d'embrouiller les idéalistes, de rendre la perfection inatteignable, et de les convertir en réalistes.

• **Les réalistes.** *Dans le jargon de Stratfor, ce sont les personnes qui sont le plus prêtes à faire des compromis avec les institutions. Elles veulent des changements superficiels plutôt que profonds. Elles sont un type de personnes libérales qui peuvent être traitées « sérieusement » et projetées contre les idéalistes et les radicaux. L'approche de Stratfor est de coopter les activistes et groupes « réalistes », en faire des participants dans des mascarades de coalitions, afin de donner un vernis de changement social au business as usual.*

• **Les opportunistes.** *Ce sont les personnes qui recherchent des gains personnels comme l'argent ou la gloire. Certaines d'entre elles recherchent surtout un job alors que d'autres sont des vraies activistes qui cherchent la célébrité en même temps que les victoires superficielles. Les opportunistes changent leurs positions en fonction des tendances, elles gardent une approche libérale tant que ça peut leur apporter du respect et de l'argent, mais peuvent permuter vers une approche plus militante si le vent tourne ou qu'un scandale éclate. La doctrine de Stratfor est de les acheter en leur donnant un job ou une concession facile et superficielle en sachant qu'elles vont se désintéresser et passer à autre chose.»*

À la ZAD, il y a eu surtout des radicaux et des idéalistes, ce qui peut expliquer la belle synergie que l'on a pu connaître à l'hiver et au printemps 2019. De manière générale dans la lutte contre le GCO, il y a probablement des 4 catégories présentées ici. Pas mal de réalistes dans le collectif GCO non merci, obnubilés par l'enjeu de l'autoroute uniquement et ne voyant d'autres manières d'agir que les recours juridiques. En opportuniste, on a par exemple le maire de Vendenheim Philippe Pfrimmer, initialement contre le GCO et qui a préféré négocier avec Vinci pour avoir des murs anti-bruit sur son ban communal. Un vendu comme on les aime ! La grande question sans réponse : est-ce qu'une agence du type Stratfor s'est occupée de nous ?? Flippant, bref, ça ne doit pas nous empêcher de continuer à agir (sur cette lutte ou dans d'autres luttes) tout en ayant conscience de cela...

«Les concessions partielles offertes par le pouvoir sont généralement calculées pour saper le mouvement de résistance et donner l'impression que celles et ceux au pouvoir ne sont « pas si mauvais » ou qu'ils et elles ont changé leur façon de faire. Le but est d'abord d'avoir l'air de concéder certaines demandes, et plus spécifiquement de diviser le mouvement entre celles et ceux qui veulent continuer de se battre et les autres qui acceptent de coopérer. Les bureaux de contre-espionnage vont pour cela essayer de comprendre les fractures possibles au sein d'un mouvement, ce qui peut diviser en suivant les différents seuils de ce qui est considéré comme un succès. Gagner des concessions n'est pas la même chose que remporter la victoire. Mais forcer à des concessions dans un système imparfait peut avoir de la valeur pour faire des progrès et construire le mouvement, la dynamique.



Parfois les offres de concession et de négociations, notamment avec les résistant-es indigènes, sont purement et simplement des pièges pour capturer et assassiner les leaders qui viennent discuter. Dans certains pays plus libéraux comme la France les concessions mènent à des mascarades de « consultation » et négociations. Les puissants

nous flattent, nous font penser que nous faisons partie du processus. Ainsi nous dirigeons notre énergie dans des procédures gouvernementales chronophages et inoffensives.»

Malgré le sans faute au niveau des sept enquêtes (toutes avec avis défavorable voire accablant rappelons le) et des recours juridiques menés par l'asso Alsace Nature et des avocat.e.s, le GCO se construit. Tant de temps et d'énergie pour si peu de résultats peut-être parce que tout ce temps et cette énergie ont été concentrés sur ces consultations et négociations tellement legalistes...

«Un mouvement de résistance ne gagne pas en laissant les puissants choisir les termes et les agendas, mais en perturbant le business as usual. Il ne gagne pas en s'asseyant poliment dans un hôtel de ville mais en portant les problèmes dans la rue. Cela ne veut pas dire que le mouvement ne doit jamais participer à des consultations. Mais s'il y a un signe que le gouvernement est prêt à faire des concessions, les manifestations et dérangements doivent augmenter.»

Déranger, ce n'est pas manifester gentiment...

«Le plus grand danger est quand le pouvoir tente de coopter le langage, les causes et les programmes de la résistance. Par exemple le parti Nazi (National Socialiste) n'avait rien de socialiste et a fait tout son possible pour détruire les syndicats et les droits des travailleuses. Toutes les causes peuvent être cooptées avec un peu d'argent et l'aide de libéraux complaisants. La cooptation a été la technique la plus utilisée récemment contre les mouvements écologistes, les rendant inoffensifs grâce au greenwashing.»

Cela rappelle fortement les recours d'Alsace Nature rejetés par le tribunal administratif de Strasbourg notamment celui du 19 septembre 2018 malgré «des doutes sur la légalité des arrêtés». Cela rappelle aussi «les mesures compensatoires» foireuses proposées par Arcos comme le hamsteroduc, des arbres plantés pour soi-disant compenser l'atrocité de l'autoroute et les beaux panneaux «ce chantier s'engage pour la protection de l'environnement et la biodiversité»! C'est sans parler des manipulations langagières utilisées par le concessionnaire et les élus... Langue de bois me voilà!

«Les concessions et cooptations sont de loin l'attaque la plus difficile à gérer. Les gouvernements peuvent faire de réelles concessions, et beaucoup de personnes seront tentées d'accepter et d'arrêter de se battre. Pour contrer cette arme cynique, encore une fois les résistant-es doivent maintenir la solidarité. Quand c'est possible, les groupes doivent éviter d'accepter les concessions ou de négocier sans consulter les allié-es. Tant que tout le monde est solidaire, c'est difficile pour le pouvoir de faire quoi que ce soit. Mais si certain-es abandonnent, la solidarité se désintègre rapidement. C'est pourquoi le but, l'objectif ultime du mouvement doit être bien défini. Pourquoi luttons-nous au final ? Les groupes et mouvements doivent discuter et comprendre ce que signifie une victoire.»

Lorsque les agriculteurices de la FNSEA ont décidé de négocier avec Vinci l'achat de leurs terres, la lutte est devenue franchement plus compliquée car le GCO impacte surtout des terres agricoles... Manquait plus que de raser les deux forêts et c'était feu vert ! Dès le départ, il est important de définir ce que veut dire pour chacun.e lutter. Dans ce cas, la question aurait été pour les agris : « ne pas se faire déposséder de ses terres quoiqu'il arrive ? Ou bien ne pas perdre trop d'argent dans l'histoire ? »

«Comme nous l'avons vu dans ce chapitre, la plupart des techniques de répression consiste à séparer les combattant-es ou activistes sur le front du reste de la base qui les soutient. Quand cela arrive, les activistes vont manquer de ressources pour continuer la lutte. Pour gagner, nous devons surmonter la répression et créer une puissante base de soutien pour rendre le mouvement auto-suffisant. C'est de ça dont nous parlerons la prochaine fois.»

Une fois les habitant.e.s de la forêt de Kolbsheim évacué.e.s, nous avons beaucoup moins de soutien, la répression ayant bien fait son travail de sape du moral et d'inoculation d'une pensée défaitiste...

Dans le quatrième épisode, nous parlerons de Logistique, de Collecte de Fonds, d'Actions, de Tactiques, de Stratégies et de Campagne, encore un programme ambitieux et passionnant.



La suite dans la brochure «Que pense-t-on de la lutte contre le GCO ? [3/4] « Communications, Renseignements, Contre-espionnage et Répression ». Elle a aussi été réalisée à partir d'un épisode sur l'ouvrage Full Spectrum Resistance du blog vfloraisons.blog!

©copy left, photocopillage fortement recommandé!